

1^{er} trimestre 2014 CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

Réjean Robitaille, président et chef de la direction
Michel C. Lauzon, chef de la direction financière

5 mars 2014 à 14 h

1 866 323-9095, code 967272

Dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce document sont destinés à aider les porteurs de titres de la Banque et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou soient inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut garantir que ces attentes s'avèreront exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, la concurrence, les notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter le rapport annuel de la Banque, à la rubrique « Profil de risque et cadre de gestion des risques », et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

En ce qui a trait aux avantages attendus de l'acquisition de la Compagnie de Fiducie AGF¹ (Fiducie AGF) et aux déclarations de la Banque à l'égard de l'augmentation du résultat par suite de cette transaction, ces facteurs comprennent également, sans s'y limiter, la possibilité que les synergies ne se concrétisent pas dans les délais prévus; le risque de ne pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités; le risque lié à la réputation et à la réaction des clients de B2B Banque ou de ceux de la Fiducie AGF relativement à la transaction; et le fait que la direction doive consacrer beaucoup de temps aux questions relatives à l'acquisition.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

ADOPTION DE LA NORME IFRS MODIFIÉE RELATIVE AUX AVANTAGES DU PERSONNEL

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque a adopté les modifications à la Norme internationale d'information financière (IFRS) existante relative aux avantages du personnel, qui exige le retraitement de l'information comparative et des mesures financières de 2013 de la Banque. En outre, la Banque a publié, le 12 février 2014, un communiqué distinct qui présente les résultats financiers trimestriels et annuels pour 2013, lesquels tiennent compte de l'adoption de ces modifications. L'adoption de cette norme a également eu une incidence sur les fonds propres réglementaires. Sur une base pro forma, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires au 31 octobre 2013 aurait été réduit d'environ 0,2 %, pour s'établir à 7,4 %. Des informations additionnelles sur l'incidence de la transition figurent également dans les notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et dans les informations supplémentaires présentées pour le premier trimestre 2014.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La Banque utilise à la fois les PCGR et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier les résultats financiers de la Banque et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance.

¹ La Fiducie AGF a été fusionnée avec B2B Banque en date du 1^{er} septembre 2013.

- **Autres revenus** : augmentation de 5 % d'un exercice à l'autre grâce à une croissance supérieure à 10 % dans des secteurs ciblés
- **Gestion rigoureuse des dépenses** : diminution des frais autres que d'intérêt ajustés d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre
- **Levier d'exploitation positif** : 1,0 % séquentiellement (compte non tenu des charges de restructuration du T4 2013)
- **Solide croissance des portefeuilles de prêts commerciaux** : hausse de 17 % d'un exercice à l'autre
- **Excellente qualité du crédit** : ratio de pertes toujours bas, à 0,15 %

En millions de dollars, sauf les montants par action et les pourcentages

	T1 2014	T1 2013	Variation
COMME PRÉSENTÉ			
Résultat net	35,5 \$	32,8 \$	8 %
Résultat dilué par action	1,16 \$	1,07 \$	8 %
MESURES AJUSTÉES *			
Résultat net	39,3 \$	39,1 \$	1 %
Résultat dilué par action	1,29 \$	1,30 \$	-1 %

* Compte non tenu des éléments d'ajustement, voir la page 24.

	OBJECTIFS 2014	RÉSULTATS DU T1 2014
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ⁽¹⁾	10,5 % à 12,5 %	11,7 %
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	145,0 M\$ à 165,0 M\$	39,3 M\$
Ratio d'efficacité ajusté ⁽¹⁾	72,5 % à 69,5 %	71,8 %
Levier d'exploitation ajusté ⁽¹⁾⁽²⁾	Positif	1,3 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (base tout compris)	> 7,0 %	7,6 %

(1) Compte non tenu des éléments d'ajustement, voir la page 24.

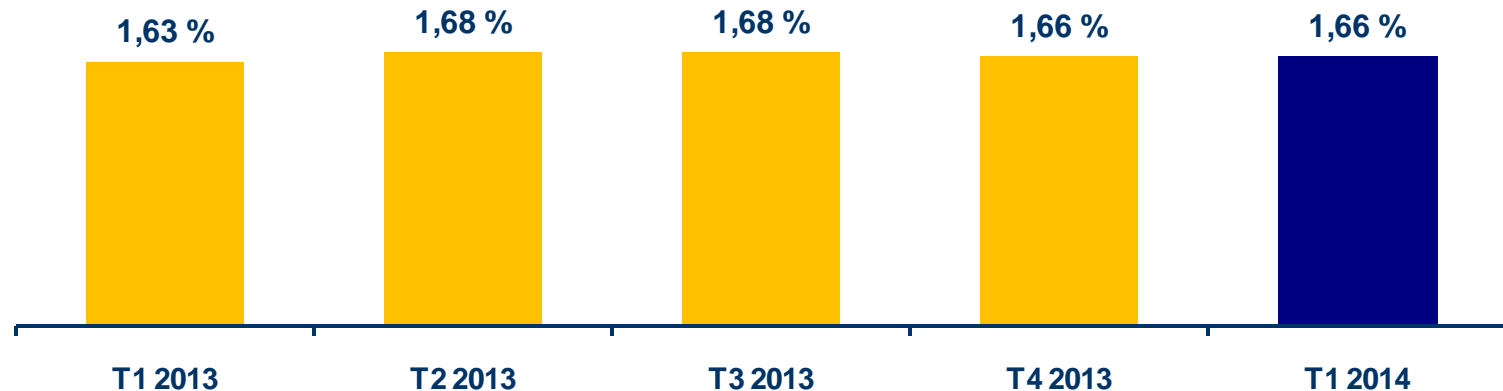
(2) Aux fins du calcul des données correspondant aux objectifs de 2014, les taux de croissance depuis le début de l'exercice sont calculés d'un exercice à l'autre (c'est-à-dire les taux de la période considérée par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent).

En millions de dollars, sauf les montants par action
et les pourcentages

	T1 2014	T1 2013	Variation
Revenu net d'intérêt	140,9 \$	142,3 \$	-1 %
Autres revenus	75,3	71,6	5 %
Revenu total	216,1	213,9	1 %
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	1,1	1,1	0 %
Provision pour pertes sur prêts	10,5	8,0	31 %
Frais autres que d'intérêt (FAI)	159,1	163,1	-2 %
Impôts sur le résultat	9,8	9,0	9 %
Résultat net	35,5 \$	32,8 \$	8 %
Dividendes sur actions privilégiées	2,5	2,5	0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	33,0 \$	30,3 \$	9 %
Résultat dilué par action	1,16 \$	1,07 \$	8 %
Rendement des capitaux propres attribuable aux actionnaires ordinaires	10,5 %	10,3 %	+20 pb
Ratio d'efficacité	73,6 %	76,2 %	-260 pb
Taux d'imposition effectif	21,6 %	21,5 %	10 pb
MESURES AJUSTÉES *			
Résultat net ajusté	39,3 \$	39,1 \$	0 %
Résultat dilué par action ajusté	1,29 \$	1,30 \$	-1 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	11,7 %	12,5 %	-80 pb
FAI, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration	155,2 \$	155,5 \$	0 %
Ratio d'efficacité ajusté	71,8 %	72,7 %	-90 pb
Levier d'exploitation ajusté **	1,0 %	n. s.	n. s.

* Compte non tenu des éléments d'ajustement, voir la page 24.

** Compte non tenu des charges de restructuration de 6,3 M\$ engagées au T4 2013.



- L'augmentation de 3 pb de la MNI entre le T1 2013 et le T1 2014 se répartit comme suit :
- +5 pb attribuables à l'arrivée à échéance de passifs de titrisation à coupon élevé;
 - +2 pb attribuables au niveau de liquidités plus bas;
 - -3 pb reflétant le contexte de faibles taux d'intérêt et la tarification;

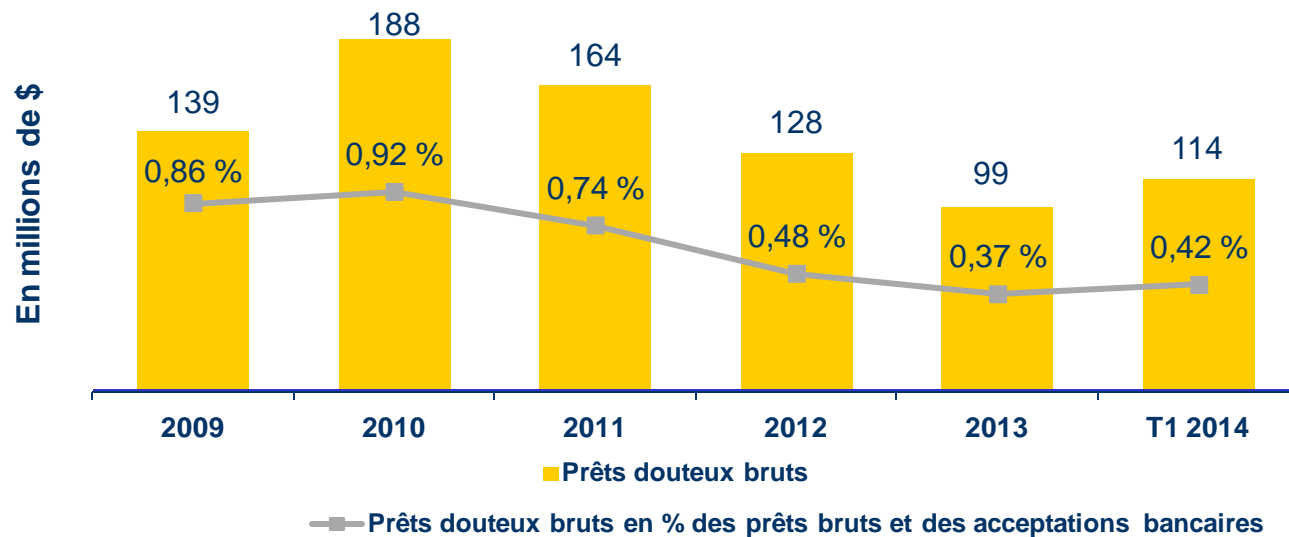
En millions de dollars, sauf les pourcentages

	T1 2014	T1 2013	Variation
Frais et commissions sur prêts et dépôts	27,5 \$	24,9 \$	10 %
Revenus tirés des activités de courtage	15,2	16,5	-8 %
Revenus tirés des comptes d'investissement	8,0	7,9	2 %
Revenus tirés des services de cartes	7,3	6,4	13 %
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	4,3	5,3	-19 %
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	6,6	5,1	28 %
Revenus d'assurance	4,6	3,4	36 %
Autres revenus	1,7	2,0	-14 %
Total *	75,3 \$	71,6 \$	5 %

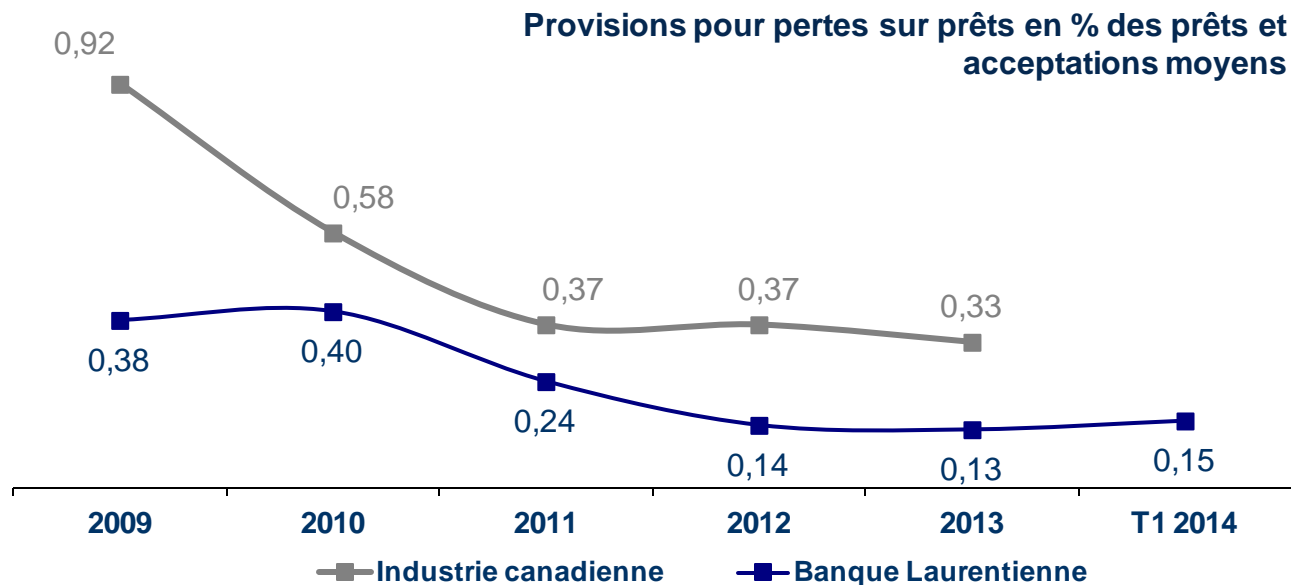
* Certains totaux diffèrent en raison de l'arrondissement.



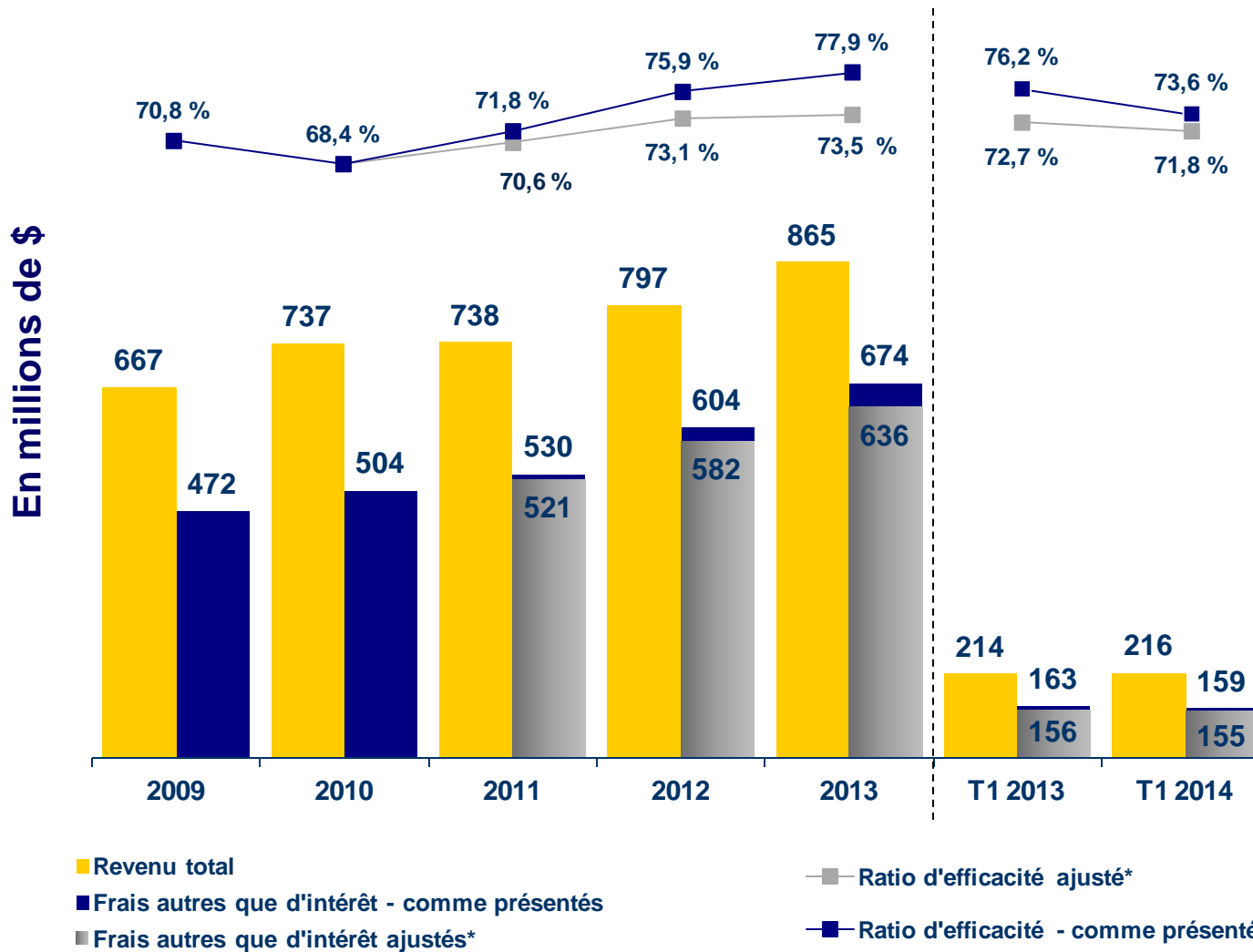
En milliers de dollars, sauf les pourcentages	T1 2014	T4 2013	T1 2013
Prêts personnels	4 473 \$	10 020 \$	8 058 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	648	1 789	1 407
Prêts hypothécaires commerciaux	2 892	(1 648)	1 101
Prêts commerciaux et autres	2 487	(161)	(2 566)
TOTAL	10 500 \$	10 000 \$	8 000 \$
En % des prêts et acceptations bancaires moyens	0,15 %	0,15 %	0,12 %



Les chiffres antérieurs à 2010 n'ont pas été retraités selon les IFRS.



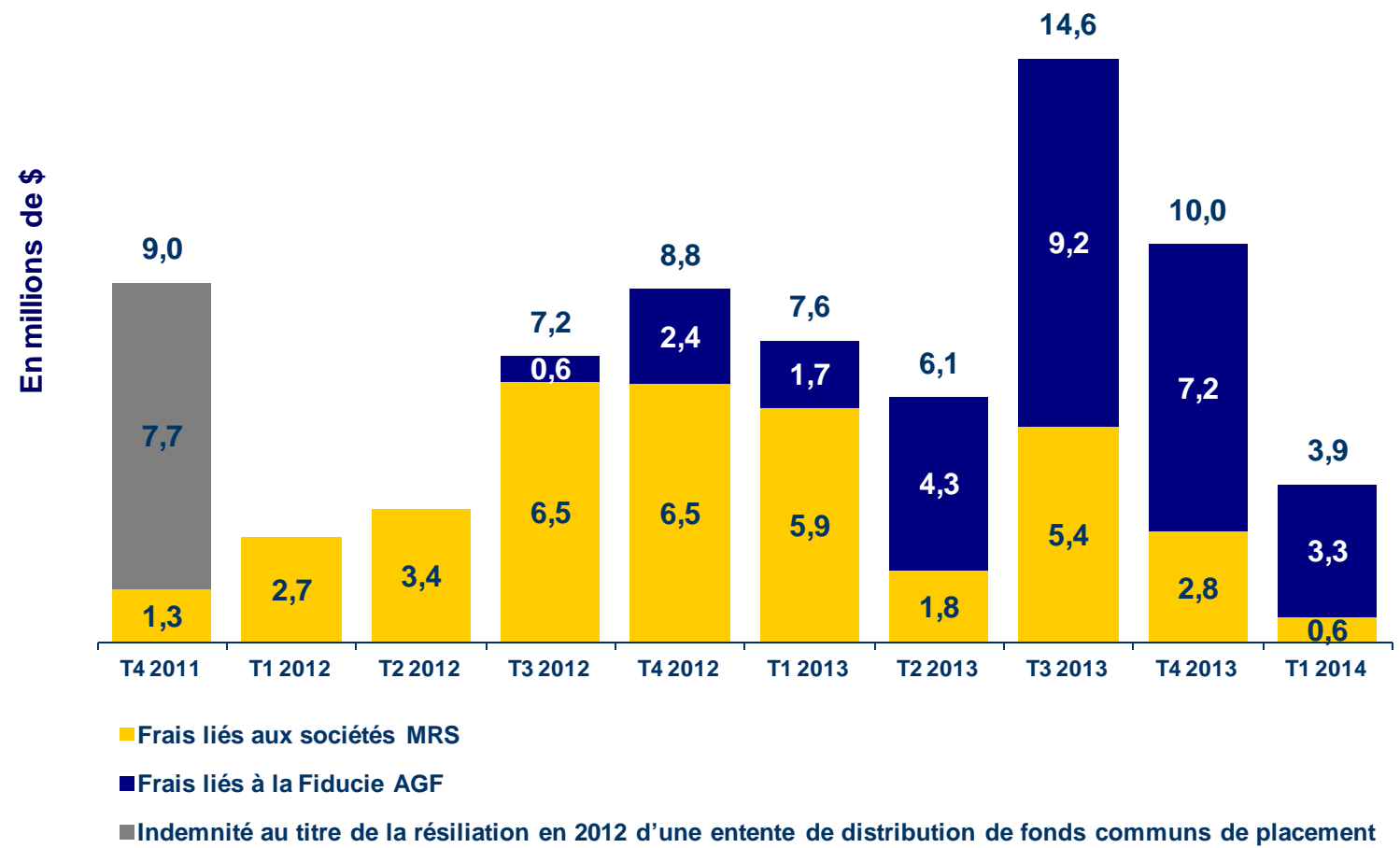
Les chiffres antérieurs à 2010 n'ont pas été retraités selon les IFRS.



* Compte non tenu des éléments d'ajustement, voir la page 24.

Les chiffres antérieurs à 2011 n'ont pas été retraités selon les IFRS.

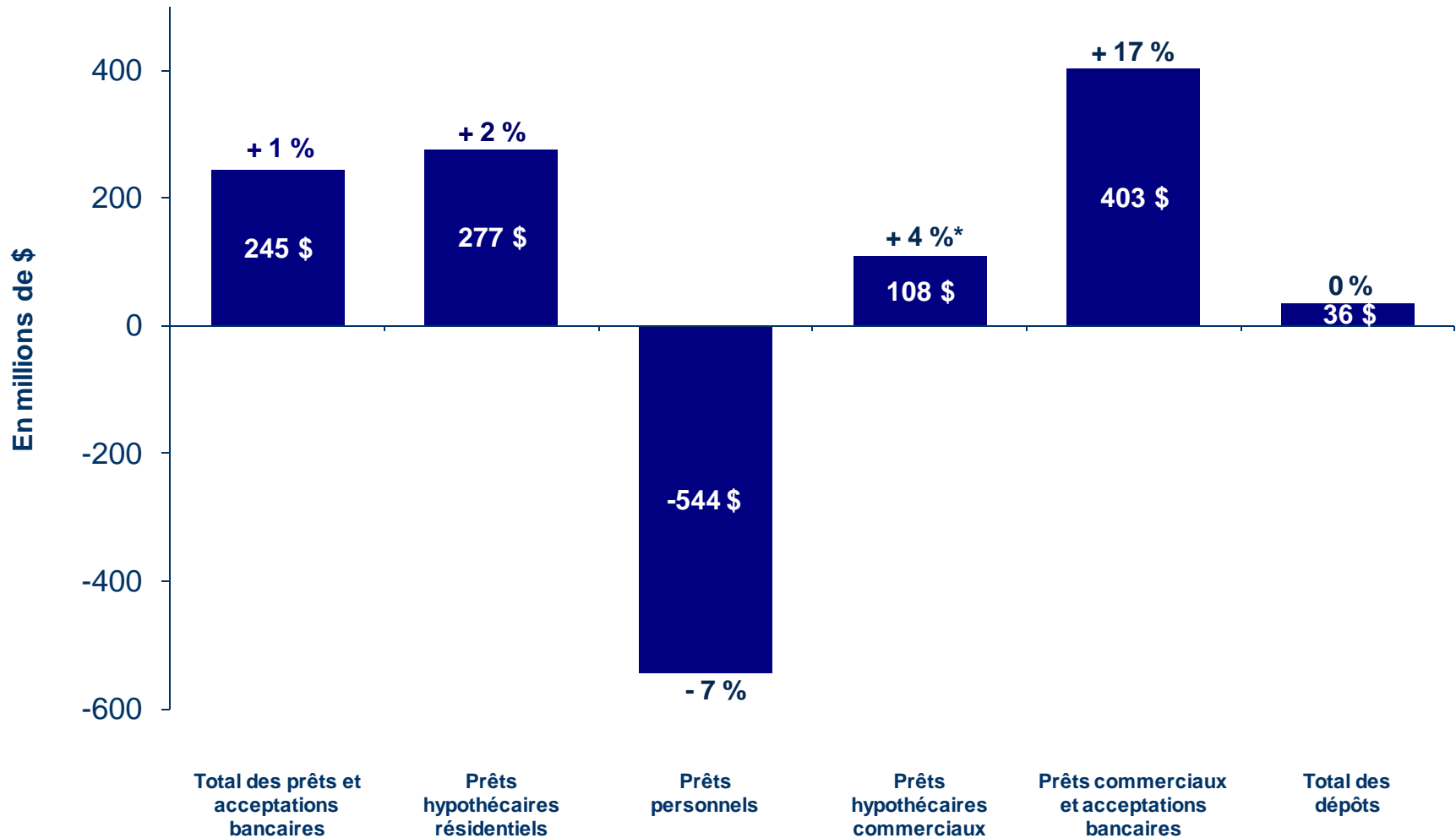
Les résultats antérieurs à 2013 n'ont pas été retraités pour tenir compte de l'adoption de la norme IFRS modifiée relative aux avantages du personnel.



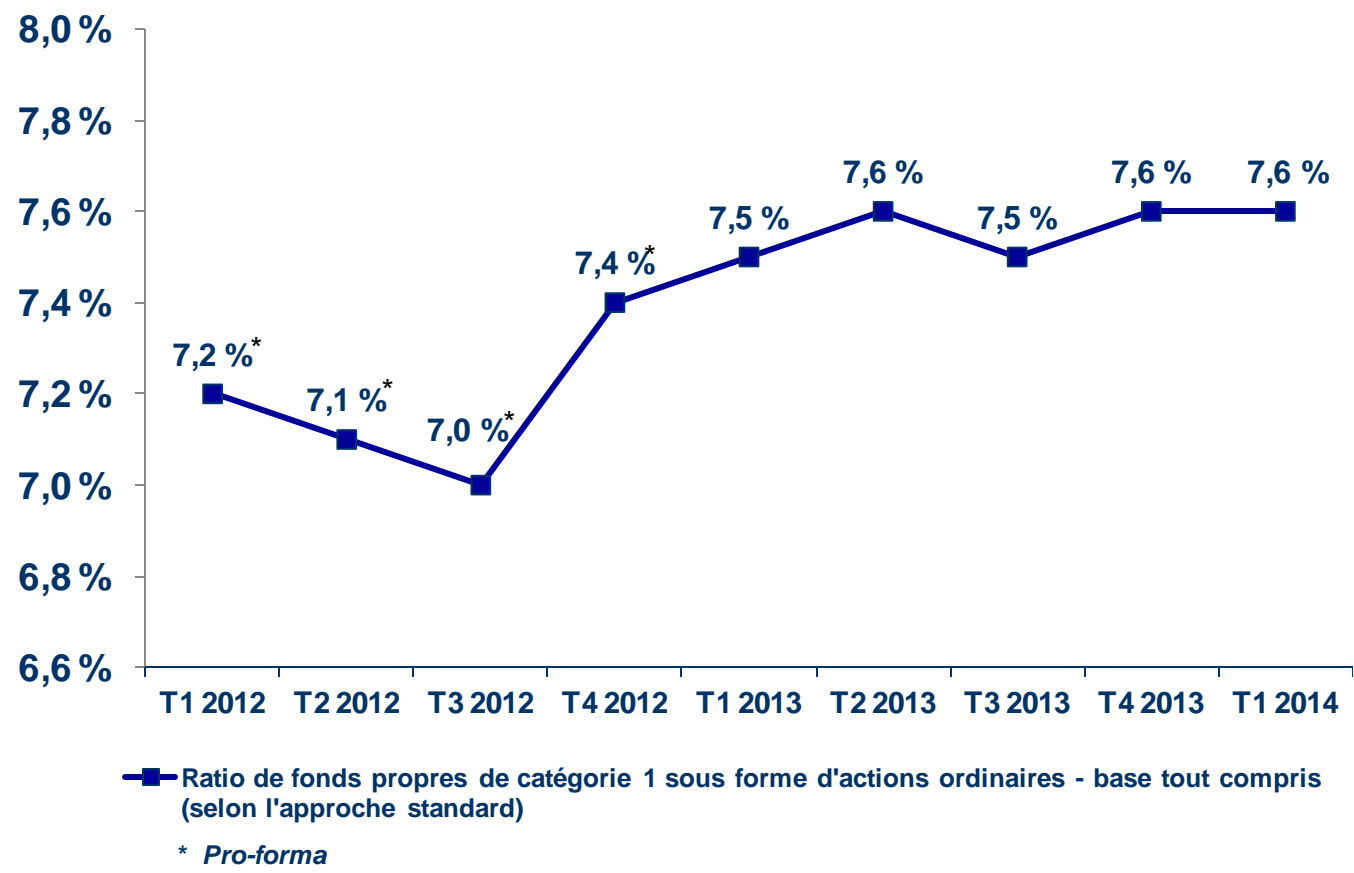
En millions de dollars, sauf les pourcentages

	T1 2014	T4 2013	Variation	T1 2013	Variation
Frais autres que d'intérêt (FAI)	159,1 \$	172,7 \$	-7,9 %	163,1 \$	-2,4 %
Frais liés aux transactions et d'intégration	(3,9)	(10,0)		(7,6)	
FAI, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration	155,2	162,7	-4,6 %	155,5	-0,2 %
Charges de restructuration	-	(6,3)		-	
FAI, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration et des charges de restructuration	155,2 \$	156,4 \$	-0,8 %	155,5 \$	-0,2 %

Période de 12 mois close le 31 janvier 2014



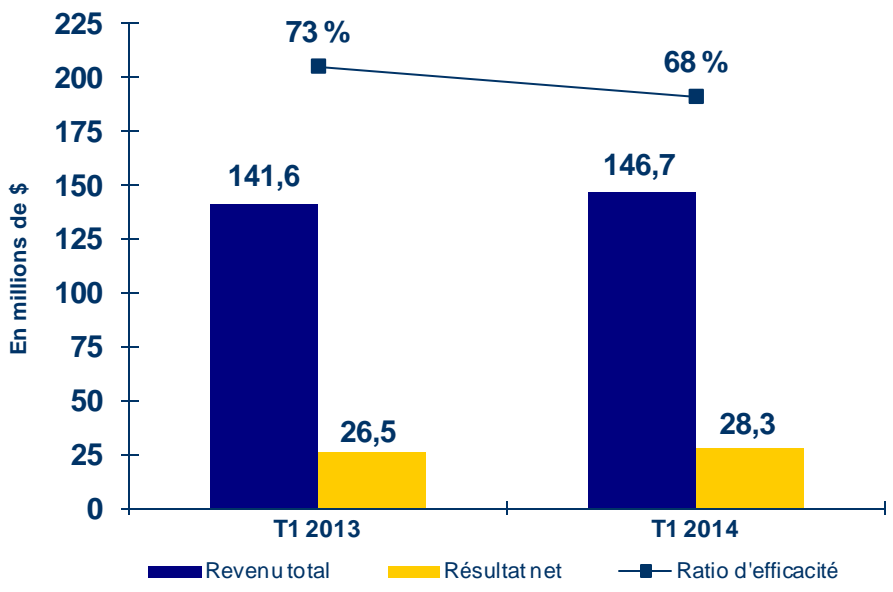
* Inclut la vente de prêts hypothécaires commerciaux d'un montant de 94,7 M\$ au deuxième trimestre 2013.



Les fonds propres réglementaires pour 2013 sont présentés comme déposés auprès du BSIF et n'ont pas été ajustés pour refléter l'effet des modifications aux IFRS.

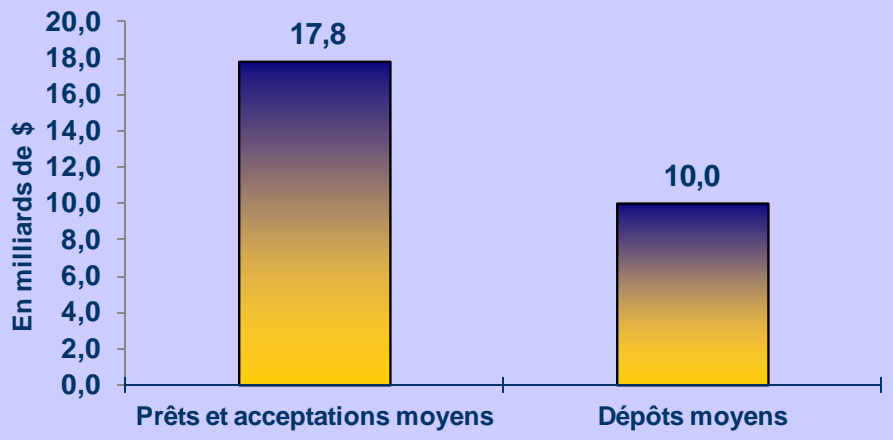
Faits saillants du T1 2014

- Résultat net : hausse de 7 % e/e
- Revenu total: hausse de 4 % e/e attribuable principalement à l'augmentation des autres revenus
- Revenu net d'intérêt : inchangé e/e
- Autres revenus : en hausse de 12 %
- Prêts et dépôts moyens : respectivement, hausse de 4 % et baisse de 2 % e/e
 - Prêts commerciaux et acceptations : hausse de 17 %
 - Prêts hypothécaires résidentiels : hausse de 3 %
- Frais autres que d'intérêt : baisse de 3,1 M\$ e/e attribuable à la réduction de l'effectif découlant de l'optimisation de certaines activités au T4 2013
- Provision pour pertes sur prêts : 10,3 M\$ vs 4,6 M\$ au T1 2013



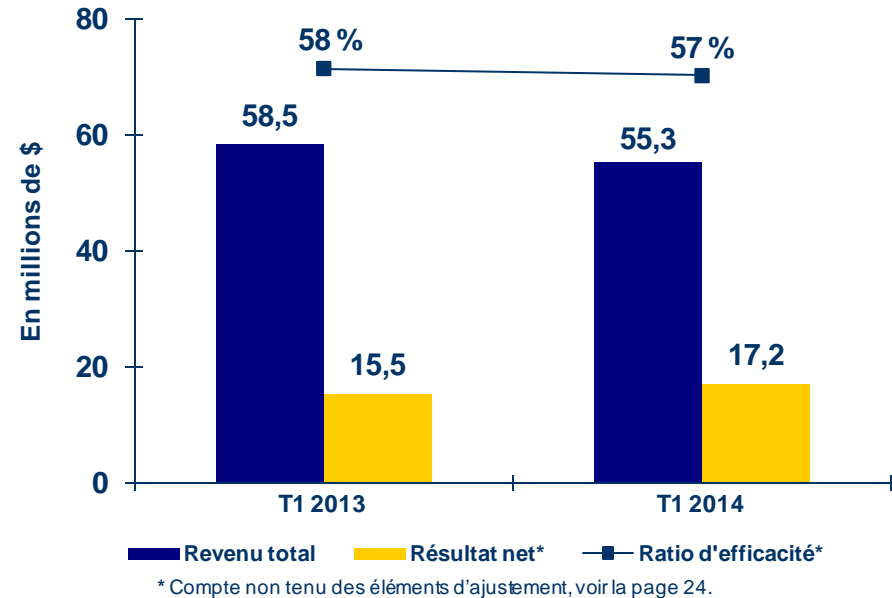
Profil du secteur d'activité

- Gamme d'options de financement, y compris des solutions de crédit-bail, pour les petites entreprises, les entreprises de plus grande taille et les promoteurs immobiliers à l'échelle du Canada
- Produits et services financiers à l'intention des particuliers du Québec
- 153 succursales et 422 guichets automatiques
- 35 centres d'affaires immobiliers et commerciaux en C.-B., en Alberta, en Ontario et au Québec



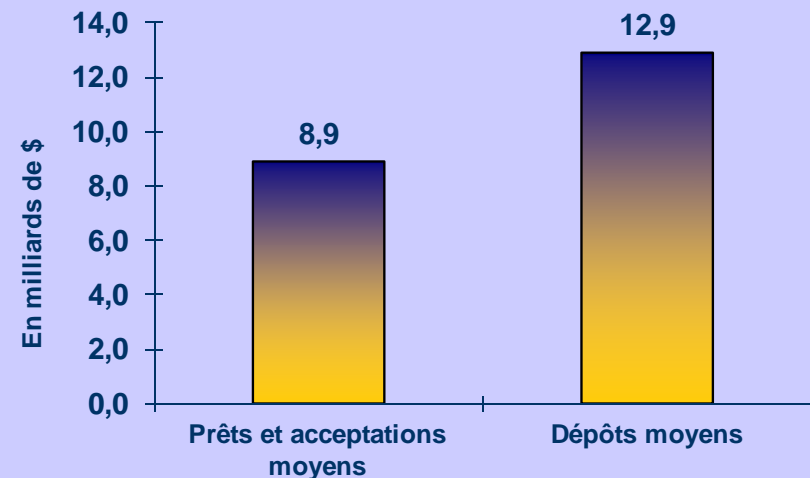
Faits saillants du T1 2014

- Résultat net ajusté : en hausse de 11 %
- Frais liés aux transactions et d'intégration : 3,9 M\$ vs 7,6 M\$ au T1 2013
- Revenu total : baisse de 5 % e/e
- Prêts moyens : baisse de 5 % e/e attribuable principalement à la diminution des prêts à l'investissement
- Dépôts moyens : inchangés e/e
- Pertes sur prêts : 0,2 M\$ vs 3,4 M\$ au T1 2013
- Frais autres que d'intérêt *, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration : baisse de 7 %



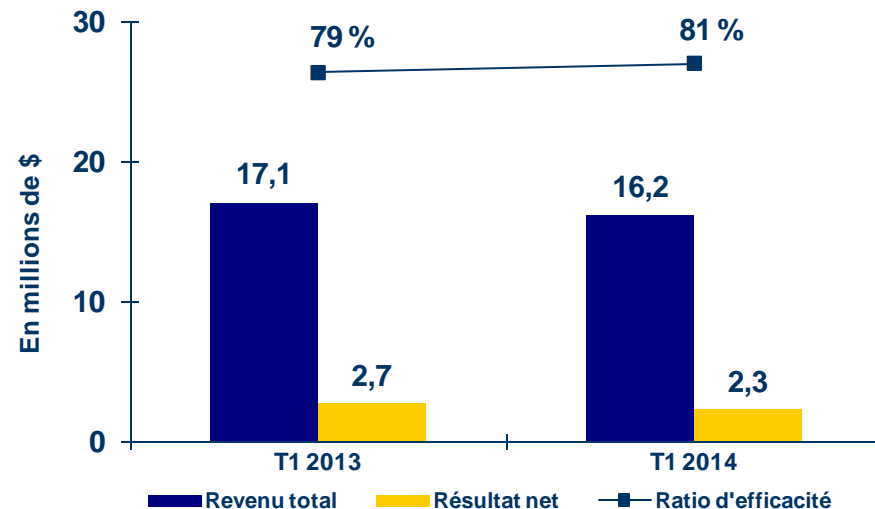
Profil du secteur d'activité

- Produits bancaires aux particuliers, notamment des prêts à l'investissement, des prêts hypothécaires, des comptes à intérêt élevé, des CPG et des comptes et services d'investissement offerts par l'intermédiaire d'un réseau de conseillers financiers et de courtiers à leurs clients
- Chef de file au Canada des services aux conseillers financiers et courtiers



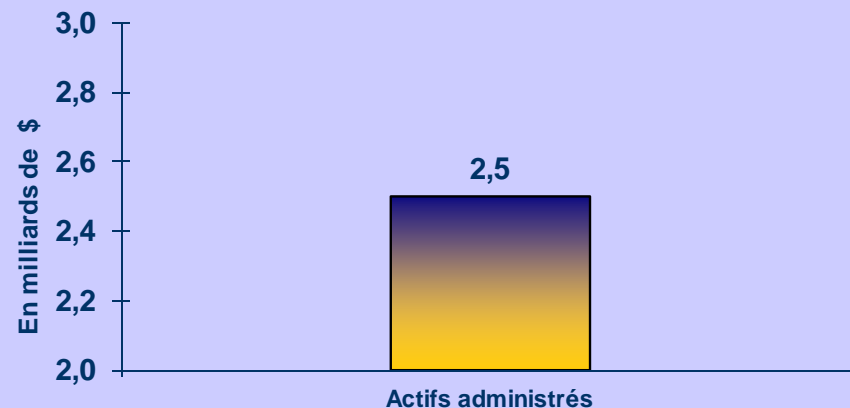
Faits saillants du T1 2014

- Résultat net : en baisse de 0,4 M\$ e/e
- Revenu total : diminution de 0,9 M\$ en raison de la diminution des frais de souscription sur le marché des titres à revenu fixe, alors qu'ils avaient été particulièrement importants il y a un an
- Frais autres que d'intérêt : baisse de 0,4 M\$ attribuable surtout à la baisse de la rémunération liée à la performance, des commissions et des frais de transaction



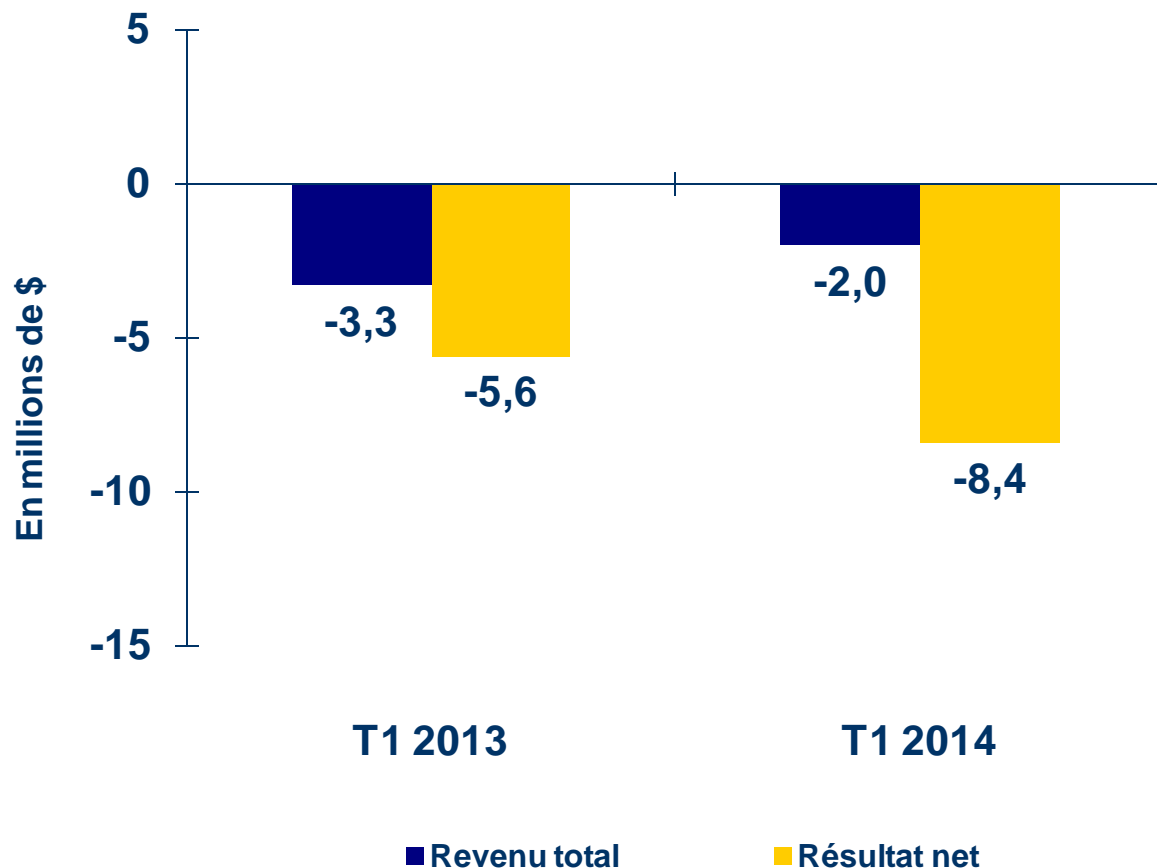
Profil du secteur d'activité

- Services de courtage de plein exercice aux investisseurs du marché institutionnel et du marché de détail
- Activités de la Banque sur les marchés des capitaux
- Reconnu comme un fournisseur de choix de titres à revenu fixe
- 16 bureaux au Québec, en Ontario et au Manitoba



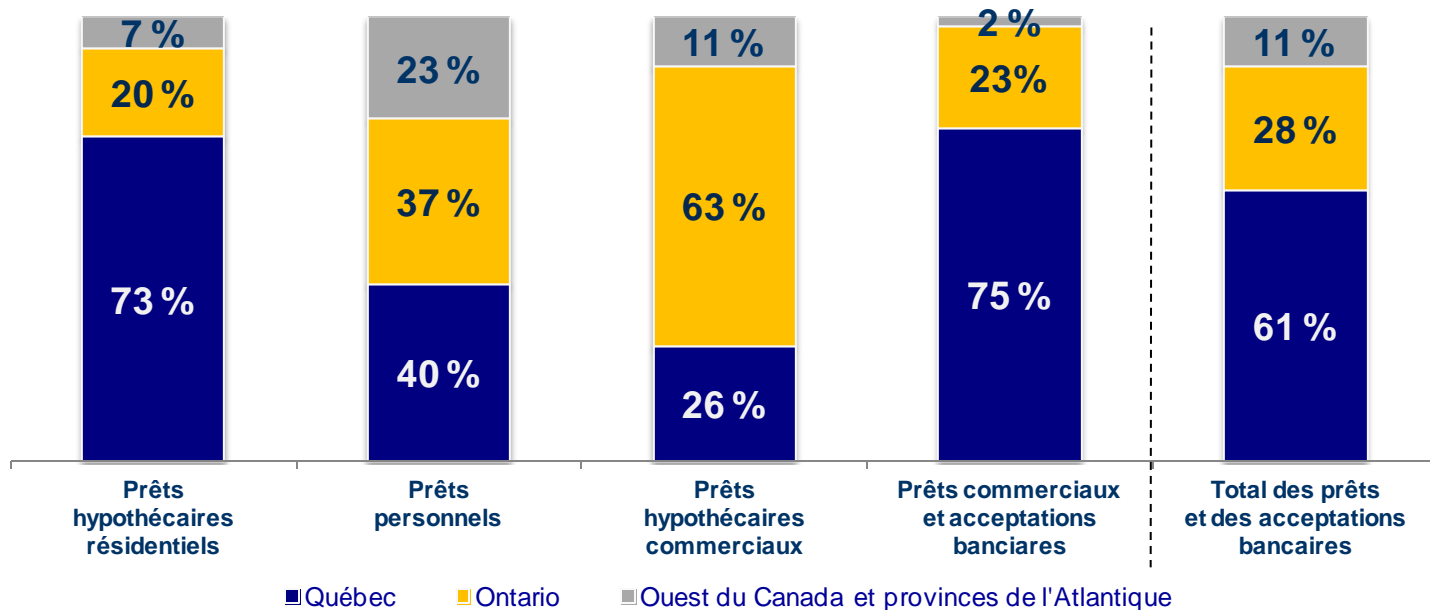
Faits saillants du T1 2014

- Revenu total : augmentation de 1,2 M\$ par rapport au T1 2013. Le revenu net d'intérêt a bénéficié de l'arrivée à l'échéance d'une dette liée aux activités de titrisation alors que les autres revenus ont subi l'influence des profits nets moins élevés réalisés lors de la vente de valeurs mobilières
- Frais autres que d'intérêt * : en hausse, pour s'établir à 10,7 M\$ par rapport à 5,2 M\$ au T1 2013 en raison essentiellement de la hausse des frais de technologie liés à des développements TI liés à la réglementation

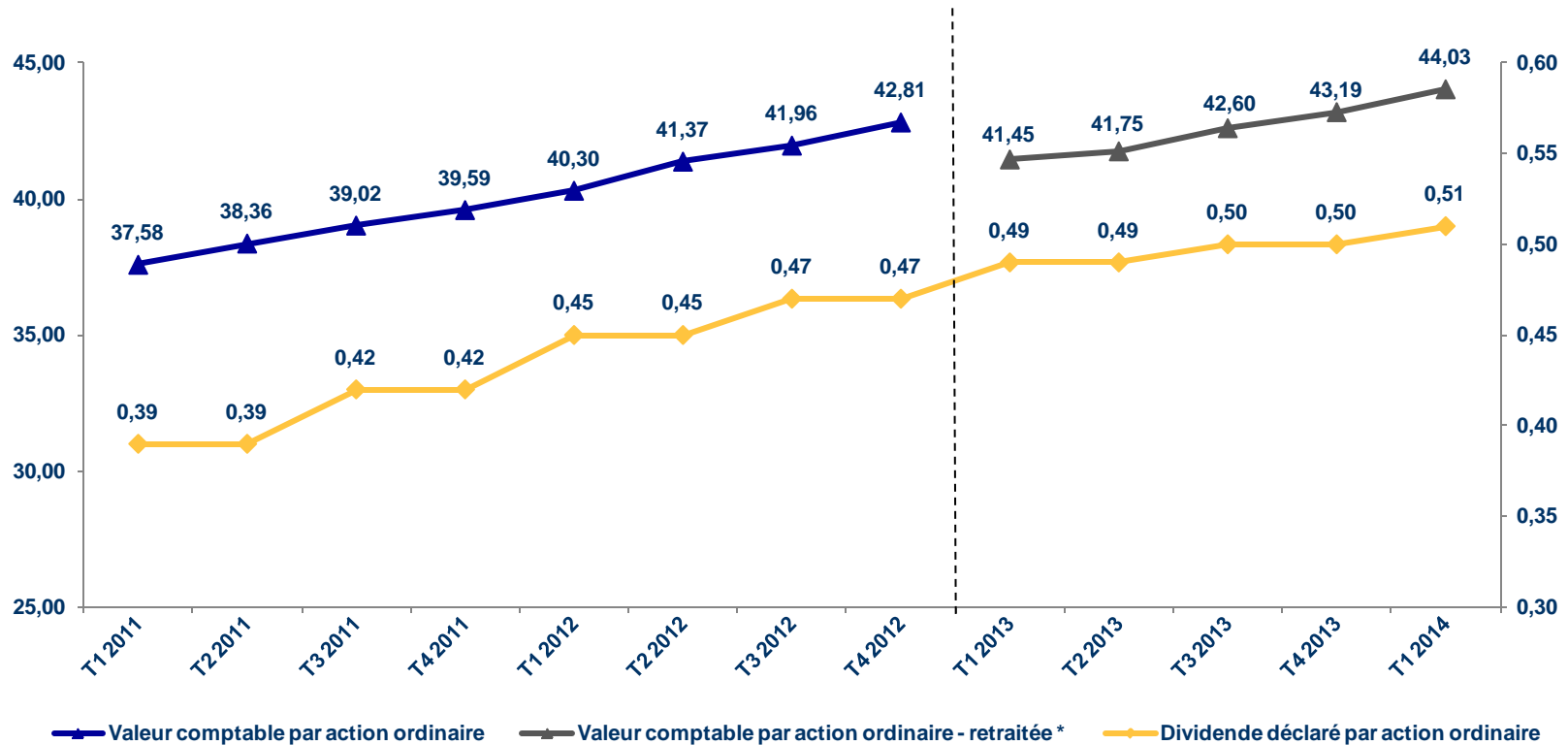


* En T1 2014, la Banque a ajusté de manière rétroactive sa méthodologie de répartition des frais du siège social. Des frais autres que d'intérêt de 1,0 million \$ par trimestre en 2013 (0,7 \$ million après impôts sur le résultat), auparavant comptabilisés dans le secteur Autres, ont été reclassés dans les résultats du secteur d'activité B2B Banque.

Répartition géographique des prêts



Croissance des dividendes et de la valeur comptable (\$)

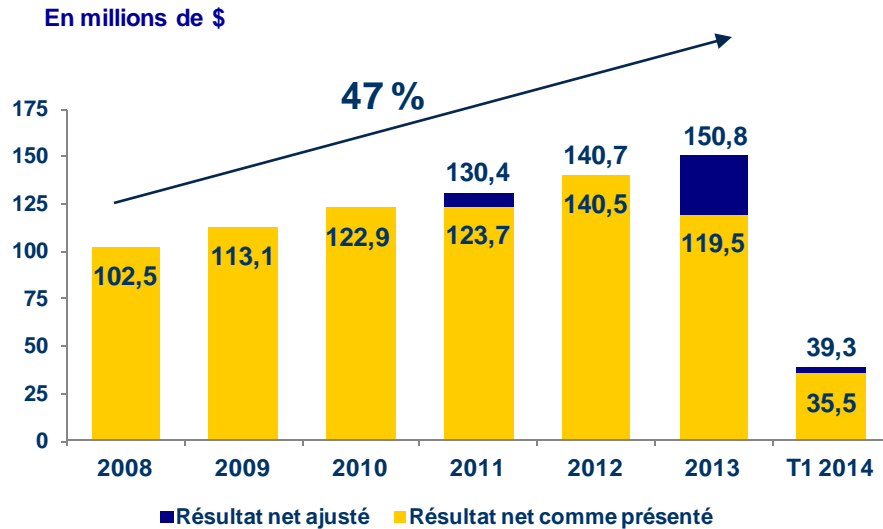


* Les résultats antérieurs à 2013 n'ont pas été retraités pour tenir compte de l'adoption de la norme IFRS modifiée relative aux avantages du personnel.

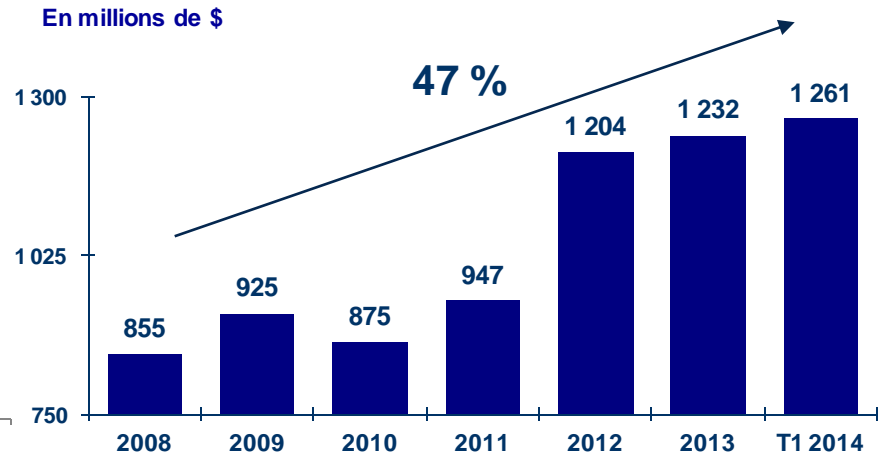
- **Réjean Robitaille**, président et chef de la direction
- **Michel C. Lauzon**, vice-président exécutif et chef de la direction financière
- **François Desjardins**, vice-président exécutif de la Banque et président et chef de la direction de B2B Banque
- **Pierre Minville**, vice-président exécutif et chef de la gestion des risques
- **Lorraine Pilon**, vice-présidente exécutive, Affaires corporatives, Ressources humaines et Secrétaire
- **Michel C. Trudeau**, vice-président exécutif, Marché des capitaux de la Banque et président et chef de la direction de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.
- **Stéphane Therrien**, vice-président exécutif, Services aux entreprises
- **Gilles Godbout**, vice-président exécutif, Services aux particuliers et chef de la direction informatique
- **Louis Marquis**, premier vice-président, Crédit
- **Stéphanie Pelletier**, vice-présidente, Finances
- **André Lopresti**, vice-président et chef comptable
- **Gladys Caron**, vice-présidente, Affaires publiques, communications et relations avec les investisseurs
- **Susan Cohen**, directrice, Relations avec les investisseurs

ANNEXES

Résultat net (1) (2)

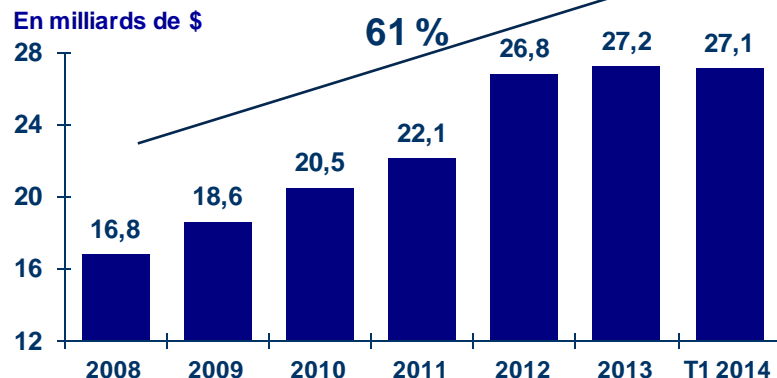


Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2) (3)

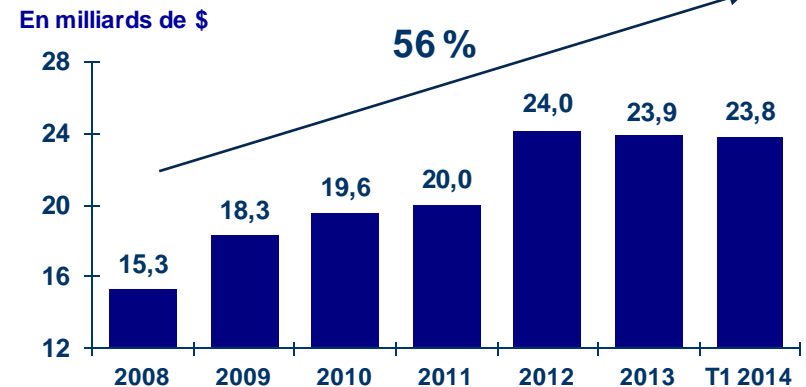


Prêts et acceptations bancaires (3)

(Y compris les prêts titrisés avant 2010)



Dépôts (3)



(1) Les données antérieures à 2011 n'ont pas été retraitées selon les IFRS.

(2) Les résultats antérieurs à 2013 n'ont pas été retraités pour tenir compte de la norme IFRS modifiée relative aux avantages du personnel.

(3) Les données antérieures à 2010 n'ont pas été retraitées selon les IFRS.



En millions de dollars, sauf les montants par action *

Incidence sur le résultat net

	T1 2014	T4 2013	T1 2013
Résultat net comme présenté	35,5 \$	25,9 \$	32,8 \$
Éléments d'ajustement, nets des impôts sur le résultat			
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	0,8	0,7	0,8
Frais liés aux regroupements d'entreprises			
Sociétés MRS	0,5	2,0	4,3
Fiducie AGF	2,4	5,3	1,2
	<u>3,7</u>	<u>8,0</u>	<u>6,3</u>
Résultat net ajusté	39,3 \$	33,9 \$	39,1 \$

Incidence sur le résultat dilué par action

Résultat dilué par action comme présenté	1,16 \$	0,82 \$	1,07 \$
Éléments d'ajustement	0,13	0,28	0,22
Résultat dilué par action ajusté	<u>1,29 \$</u>	<u>1,10 \$</u>	<u>1,30 \$</u>

- **Institution bancaire pancanadienne qui a plus de 33 G\$ d'actifs** au bilan au 31 janvier 2014 et plus de 39 G\$ d'actifs administrés
- **Plus de 225 points de service** au Canada, incluant **153 succursales de services aux particuliers** et **422 guichets automatiques**
- **Principaux marchés** : province de Québec et activités importantes ailleurs au Canada (39 % du total des prêts sont octroyés à l'extérieur du Québec)
- **3 850 employés**
- **Fondée en 1846**

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014

Particuliers et Entreprises

B2B Banque

Valeurs mobilières BL et Marché des capitaux

% du revenu total ⁽¹⁾

67 %

25 %

8 %

% du résultat net ⁽¹⁾⁽²⁾

59 %

36 %

5 %

- Gamme complète d'options de financement, y compris des solutions de crédit-bail, pour les petites entreprises, les entreprises de plus grande taille et les promoteurs immobiliers à l'échelle du Canada
- Produits et services financiers à l'intention des particuliers
- 153 succursales de services aux particuliers du Québec
- 35 centres d'affaires immobiliers et commerciaux en C.-B., en Alberta, en Ontario et au Québec

- Produits bancaires aux particuliers, notamment des prêts à l'investissement, des prêts hypothécaires, des comptes à intérêt élevé, des CPG et des comptes et services d'investissement offerts par l'intermédiaire d'un réseau de conseillers financiers et de courtiers à leurs clients

- Services de courtage de plein exercice aux investisseurs du marché institutionnel et du marché de détail
- Activités de la Banque sur les marchés des capitaux
- 16 bureaux au Québec, en Ontario et au Manitoba

Solde au 31 janvier 2014

- 11,4 G\$ de prêts hypothécaires résidentiels et de marges de crédit hypothécaire
- 2,5 G\$ de prêts hypothécaires commerciaux
- 0,4 G\$ de marges de crédit personnelles
- 2,8 G\$ de prêts commerciaux
- Total des dépôts : 10,1 G\$
- Actifs administrés : 6,9 G\$

- 4,4 G\$ de prêts à l'investissement et de prêts REER
- 4,0 G\$ de prêts hypothécaires de courtiers
- Total des dépôts : 12,9 G\$
- Actifs administrés : 30,4 G\$

- Actifs administrés : 2,5 G\$

(1) Compte non tenu du secteur Autres

(2) Compte non tenu des éléments d'ajustement, voir la page 24.

Réjean Robitaille, FCPA, FCA

Président et chef de la direction

Président de la Banque Laurentienne depuis 2006

Avec la Banque Laurentienne depuis 1988

Michel C. Lauzon

Vice-président exécutif

et chef de la direction financière

Avec la Banque Laurentienne depuis 2009 et de 1988 à 1998

François Desjardins

Vice-président exécutif de la Banque

Président et chef de la direction de B2B Banque

Avec la Banque Laurentienne depuis 1991

Gilles Godbout

Vice-président exécutif, Services aux particuliers et chef de la direction informatique

Avec la Banque Laurentienne depuis mai 2012 et de 1987 à 1999

Pierre Minville, CFA

Vice-président exécutif et chef de la gestion des risques

Avec la Banque Laurentienne depuis 2000

Lorraine Pilon

Vice-présidente exécutive

Affaires corporatives, Ressources humaines et Secrétaire

Avec la Banque Laurentienne depuis 1990

Stéphane Therrien

Vice-président exécutif, Services aux entreprises

Avec la Banque Laurentienne depuis février 2012

Michel C. Trudeau

Vice-président exécutif, Marché des capitaux de la Banque et président et chef de la direction de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

Avec la Banque Laurentienne depuis 1999

Isabelle Courville (2007)

Présidente du conseil
Banque Laurentienne du Canada
Administratrice de sociétés

Lise Bastarache (2006)

Économiste et administratrice de
sociétés

Jean Bazin, C.R. (2002)

Conseiller
Dentons Canada S.E.N.C.R.L.

**Richard Bélanger, FCPA, FCA
(2003)**

Président
Groupe Toryvel inc.

**Michael T. Boychuck, FCPA,
FCA (2013)**

Président
Bimcor Inc.

Pierre Genest (2006)

Président du conseil
SSQ, Société d'assurance-vie
inc.

Michel Labonté (2009)

Administrateur de sociétés

**A. Michel Lavigne,
FCPA, FCA (2013)**

Administrateur de sociétés

Jacqueline C. Orange (2008)

Administratrice de sociétés

Marie-France Poulin (2009)

Vice-présidente
Groupe Camanda

**Réjean Robitaille,
FCPA, FCA (2006)**

Président et chef de la direction
Banque Laurentienne du Canada

Michelle R. Savoy (2012)

Administratrice de sociétés

**Jonathan I. Wener, C.M.
(1998)**

Président du conseil
Gestion Canderel inc.

Gladys Caron – Vice-présidente, Affaires publiques,
communications et relations avec les investisseurs
514-284-4500, poste 7511

Susan Cohen – Directrice, Relations avec les investisseurs
514-284-4500, poste 4926